

Cote du document: EB 2014/LOT/G.8
Date: 31 octobre 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Stichting Oxfam Novib

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Clare Bishop-Sambrook

Spécialiste principale des questions techniques
Division des politiques et du conseil technique
téléphone: +39 06 5459 2489
courriel: c.bishopsambrook@ifad.org

Shantanu Mathur

Chef de l'Unité chargée de l'assurance qualité
et des dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Recommandation pour approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2

Annexe

Stichting Oxfam Novib: Projet d'intégration des méthodologies axées sur les ménages dans la vulgarisation agricole, les filières et la finance rurale en Afrique subsaharienne	3
--	---

Appendice

Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)	
--	--

Sigles et acronymes

GALS	Système d'apprentissage sexospécifique
MAM	Méthodologies axées sur les ménages
ON	Stichting Oxfam Novib
OSC	Organisation de la société civile

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 1 million d'USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé que le FIDA apporte un appui au projet de recherche et de formation mené par le centre international ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Stichting Oxfam Novib.
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:

Stichting Oxfam Novib: Projet d'intégration des méthodologies axées sur les ménages dans la vulgarisation agricole, les filières et la finance rurale en Afrique subsaharienne
3. Les objectifs et la teneur du projet considéré sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique du Fonds en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes, ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux femmes et aux hommes pauvres des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. Cette politique a pour ambition d'obtenir les résultats suivants: a) promotion d'activités innovantes et élaboration de technologies et d'approches novatrices au profit du groupe cible du FIDA; b) activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques, s'agissant des questions importantes pour les ruraux pauvres, menées par ce groupe cible ou en son nom; c) renforcement de la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'aide aux ruraux pauvres; et d) promotion, auprès des parties prenantes au sein des régions et de l'une à l'autre, de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information sur des questions liées à la réduction de la pauvreté rurale.
6. Le projet proposé est conforme à l'objectif et aux résultats attendus de la Politique révisée du FIDA en matière de dons, et spécifiquement les résultats a), b), c) et d) ci-dessus, puisqu'il contribue à cibler les activités du FIDA de manière plus inclusive et à rendre leur impact utile aux pauvres, en élargissant, approfondissant et reproduisant à plus grande échelle des méthodologies axées sur les ménages déjà éprouvées. En outre, le projet renforcera à l'intérieur des pays les partenariats

entre les organisations locales de la société civile, les acteurs locaux du secteur privé et les agences gouvernementales liées aux opérations du FIDA. Le projet développe directement les capacités des femmes et des hommes ruraux de plaider auprès des acteurs publics et privés en faveur de leurs droits économiques et de leur position au sein des filières, et en faveur de leur accès aux services financiers et de vulgarisation.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Projet d'intégration des méthodologies axées sur les ménages dans la vulgarisation agricole, les filières et la finance rurale en Afrique subsaharienne, accordera un don ne dépassant pas un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) à Stichting Oxfam Novib à l'appui d'un projet de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Stichting Oxfam Novib: Projet d'intégration des méthodologies axées sur les ménages dans la vulgarisation agricole, les filières et la finance rurale en Afrique subsaharienne

I. Contexte

1. Depuis 2009, le FIDA encourage le recours aux méthodologies axées sur les ménages (MAM) comme mécanisme innovant pour parvenir à une réduction profonde et durable de la pauvreté rurale. Le Système d'apprentissage sexospécifique (GALS), élaboré dans le cadre du Programme d'autonomisation de l'intégration des femmes et réseautage pour la justice de genre dans le développement économique (WEMAN) de Stichting Oxfam Novib, et l'approche de l'encadrement des ménages, mise au point dans le cadre du Programme d'appui agricole soutenu par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) en Zambie (et par la suite adaptée dans des projets appuyés par le FIDA au Malawi et en Ouganda), sont deux des méthodologies axées sur les ménages les plus exhaustives.
2. Le GALS est utilisé dans le programme WEMAN depuis 2008. Son application dans le développement de filières a fait l'objet d'une première expérience pilote de Stichting Oxfam Novib (ON) et de ses partenaires en Ouganda, grâce à un don de faible montant financé par le FIDA (200 000 USD) de 2009 à 2011 (cofinancé par ON à concurrence de 164 000 USD). Une évaluation externe a démontré les résultats positifs obtenus en termes d'autonomisation des femmes et des pauvres, et de renforcement de leur participation aux filières; le système leur a également donné les moyens d'accroître leur productivité et d'améliorer leur accès aux services. La méthodologie a été lancée par ON avec des partenaires locaux au Nigéria, en Ouganda et au Rwanda depuis 2011, avec l'appui d'un don de 1,4 million d'USD octroyé par le FIDA à ON (qui a apporté un cofinancement de 848 000 USD). Grâce à ce don, 34 000 ruraux utilisent le GALS pour améliorer l'égalité entre les hommes et les femmes et leurs moyens de subsistance, avec pour résultats une augmentation des actifs productifs, un accès sûr à la terre, une épargne accrue et de meilleurs revenus. Une évaluation externe, prévue pour la fin de 2014, rendra compte des résultats, des enseignements et des défis les plus récents. Pour la quasi-totalité des indicateurs de performance, le don à ON a été considéré, en 2013 et 2014, comme l'un des plus performants parmi les projets gérés par la Division des politiques et du conseil technique (PTA).
3. Le FIDA a appuyé le développement et la diffusion des MAM comme moyens d'obtenir des résultats significatifs et durables en matière de développement au niveau des ménages. Le service de PTA chargé des questions de parité hommes-femmes fait spécifiquement la promotion des MAM en cette Année internationale de l'agriculture familiale. L'intérêt pour les MAM et le renforcement des capacités dans ce domaine ont été encouragés par le biais des itinéraires d'apprentissage soutenus par la Société de formation régionale au développement rural (PROCASUR), le FIDA et ON en Ouganda et au Rwanda en 2012; d'un atelier sur le GALS organisé par le FIDA en Sierra Leone en 2013; et d'un atelier de rédaction organisé en Ouganda par le service de PTA chargé des questions de parité hommes-femmes en 2013. PTA élabore actuellement une note d'instructions pratiques sur les MAM. À l'heure actuelle, ON utilise le GALS dans cinq pays d'Afrique et trois pays d'Asie, et en étend l'utilisation par l'intermédiaire de la confédération Oxfam International. Le recours aux MAM est actuellement encouragé dans les programmes appuyés par le FIDA au Ghana, au Malawi, au Mozambique, au Nigéria, en Ouganda, en République démocratique populaire lao, au Rwanda et en Sierra Leone.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Des méthodologies axées sur les ménages ont été mises en œuvre par les pouvoirs publics comme par les organismes de développement et les ONG. Bien que ces méthodologies soient relativement nouvelles, l'expérience démontre qu'elles peuvent apporter une contribution significative à la réalisation durable des objectifs du développement, ainsi qu'à l'égalité des sexes. Elles renforcent les stratégies relatives aux moyens de subsistance; augmentent la productivité grâce à l'amélioration du processus décisionnel au niveau des exploitations et d'un partage équilibré des charges de travail; accroît les possibilités d'inclusion sociale; approfondit les liens entre les communautés et les partenaires du développement; et se traduit par un progrès dans le développement des filières. Ces avantages sont le résultat d'une meilleure dynamique au sein du ménage.
5. Les MAM reposent sur la conscience croissante de ce que, dans de nombreuses régions de l'Afrique subsaharienne, les ménages ne constituent pas des unités soudées dont les membres partagent les actifs, les besoins et les buts. Il est plus fréquent que les femmes et les hommes d'un même ménage mènent des vies séparées, et les normes en matière de genre imposent une inégalité dans l'accès aux actifs productifs et à l'information et dans la maîtrise de ces facteurs. Les femmes assument souvent la double charge du travail productif et des corvées domestiques, ce à quoi s'ajoutent diverses responsabilités: prendre soin de la famille, veiller à ce que la nourriture soit suffisante et s'assurer que les enfants fréquentent l'école. Les hommes trouvent souvent lourde à gérer la responsabilité de la prise de décisions en tant que "chefs de famille", héritiers et propriétaires formels des actifs. Souvent aussi, les initiatives en matière de services financiers, de vulgarisation agricole et de développement de filières ne prennent pas en compte ces différences, et n'en abordent pas les causes premières, ce qui limite l'efficacité des stratégies visant à réduire durablement la pauvreté rurale.
6. Les MAM ont été utilisées avec succès dans un certain nombre de pays et peuvent efficacement être intégrées à la vulgarisation agricole, à la finance rurale et au développement des filières. Elles renforcent les effets utiles aux pauvres de ces interventions économiques et peuvent apporter une contribution significative à l'objectif du FIDA consistant à aider 80 millions de personnes à s'extraire de la pauvreté.
7. Au vu des résultats obtenus à ce jour, il paraît justifié d'élargir, d'approfondir et de reproduire à plus grande échelle ces activités: i) en associant au GALS d'autres méthodologies axées sur les ménages; ii) en élargissant le contexte et en ajoutant la finance rurale et la vulgarisation agricole au développement des filières; iii) en veillant à l'établissement de liens plus étroits avec les programmes de pays du FIDA et en renforçant leur impact au niveau des ménages; et iv) en cherchant à toucher les pays francophones d'Afrique. Plusieurs projets appuyés par le FIDA ont sollicité un renforcement de leurs capacités dans le domaine des MAM et un appui concret pour les aider à déterminer quelle méthodologie appliquer et à quel moment, et comment intégrer les MAM à la conception et l'exécution des projets. Ce projet développera, au sein des organisations de la société civile (OSC), des centres locaux de ressources et une masse critique de compétences que pourront utiliser les opérations appuyées par le FIDA au-delà de la période couverte par le projet financé par le don proposé. Il apportera également une formation et une assistance pratique aux projets du FIDA en vue d'une utilisation efficace du matériel existant à propos des MAM. Il renforcera la capacité des OSC de plaider en faveur du recours aux MAM, pour faire en sorte que la planification du développement local par les pouvoirs publics et par les services publics et privés soit plus participative, plus soucieuse de l'égalité des sexes et davantage induite par la demande. Une documentation et des directives en matière de renforcement des capacités en français seront élaborées dans le cadre de ce projet.

III. Le projet proposé

8. L'objectif global du projet est de contribuer à accroître la sécurité alimentaire, la sécurité nutritionnelle et la sécurité des revenus des ménages pauvres dans des districts ruraux du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Rwanda.
9. Les objectifs du projet sont les suivants: i) donner à 13 000 femmes (dont 30% de jeunes) et 9 000 hommes (dont 30% de jeunes), appartenant à des communautés rurales du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Rwanda les moyens d'élaborer et d'exécuter, au niveau des ménages, des plans pour lutter contre l'inégalité entre les sexes, piloter le renforcement et la diversification de leurs moyens de subsistance, et trouver les meilleures pratiques pour accroître la résilience face aux chocs socioéconomiques et assurer à leurs ménages des aliments plus nutritifs; et ii) accroître l'efficacité des programmes et projets conduits par des OSC locales partenaires et celle des opérations appuyées par le FIDA grâce à l'utilisation d'une gamme de MAM pour intégrer des outils générant une véritable transformation dans les rapports entre les sexes, des stratégies de changement social et des processus décisionnels participatifs dans les domaines de la vulgarisation agricole, de la finance rurale et des filières, en vue d'une approche davantage impulsée par la demande et inclusive pour parvenir à atteindre les ménages ruraux pauvres.
10. Le groupe cible comprend: i) des femmes, des hommes et des jeunes ruraux, dans des districts ruraux au Burundi, en République démocratique du Congo et au Rwanda vivant en situation de pauvreté et souffrant d'une insécurité alimentaire et nutritionnelle; ii) des parties prenantes plus puissantes, comme les organismes dépendant des autorités locales, les prestataires de services et acheteurs publics et privés au sein des économies locales, et un certain nombre de filières; iii) les OSC locales qui intégreront les MAM dans la finance rurale, le développement des filières et la vulgarisation agricole; et iv) du personnel de projets appuyés par le FIDA dans les trois pays cibles et d'autres pays de l'Afrique subsaharienne qui seront associés aux activités de développement des capacités et de diffusion de l'information afin de promouvoir la reproduction à plus grande échelle de méthodologies axées sur les ménages.
11. Le projet se déroulera sur trois ans et comprendra trois composantes principales:
 - apprentissage par l'action, impulsé par la communauté, pour permettre à des femmes et des hommes vulnérables de lutter contre les inégalités entre les sexes, les inégalités sociales et les pénuries alimentaires, et de négocier de meilleures modalités et conditions avec les prestataires de services et acheteurs publics et privés;
 - développement des capacités pour la reproduction à plus grande échelle des méthodologies axées sur les ménages dans les filières, la finance rurale et la vulgarisation agricole; et
 - gestion des savoirs et apprentissage Sud-Sud pour favoriser l'intensification de la reproduction à plus grande échelle, en mettant l'accent sur les pays francophones de l'Afrique subsaharienne.

IV. Produits et avantages escomptés

12. Les produits et avantages escomptés sont les suivants:
 - 22 000 ruraux (approximativement 13 000 femmes et 9 000 hommes, parmi lesquels 30% de jeunes femmes et 30% de jeunes hommes) sont en mesure d'utiliser les MAM pour accroître l'égalité entre les sexes et améliorer leurs moyens de subsistance;
 - 35 coopératives/organisations de producteurs/associations villageoises d'épargne et de crédit regroupant des ruraux pauvres sont renforcées par l'acquisition de compétences en matière d'analyse et de planification pour la

formulation de leurs priorités et de leurs besoins, et pour établir des filières commerciales;

- des réseaux communautaires sont établis pour réaliser un partage entre les pairs des meilleures pratiques en matière d'égalité entre les sexes et d'amélioration des moyens de subsistance;
- au moins six partenariats communautaires public-privé sont établis pour le développement d'entreprises soucieuses de l'égalité entre les sexes et de services impulsés par la demande;
- au moins six OSC partenaires bénéficient d'un soutien et jouent le rôle de centres de ressources sur les MAM pour appuyer la reproduction à plus grande échelle dans le cadre de projets appuyés par le FIDA et d'autres interventions, après la période couverte par le projet; et
- du personnel de projets appuyés par le FIDA en Afrique subsaharienne possède les compétences et les outils nécessaires à l'intégration des MAM dans la conception et l'exécution des projets.

V. Modalités d'exécution

13. Le bénéficiaire du don sera Stichting Oxfam Novib, une organisation à but non lucratif enregistrée aux Pays-Bas. ON possède plus de 50 années d'expérience dans le domaine de la coopération au service du développement. ON est membre d'Oxfam International, un consortium de 17 organisations de coopération au service du développement, appuyant plus de 3 000 homologues dans environ 90 pays où existent la pauvreté et les inégalités. Dans le cadre de ce don, ON collaborera avec Oxfam Intermon (Espagne) et Oxfam GB (Royaume-Uni). ON a conclu un accord-cadre quinquennal avec le gouvernement des Pays-Bas et gère des dons d'un montant total supérieur à 20 millions d'EUR provenant de la Commission européenne, des Nations Unies et de grandes fondations. ON dispose d'un système complet de détermination, de préévaluation, de suivi et d'évaluation des programmes des partenaires; elle établit des règles claires et fournit des orientations pour garantir une exécution et une gestion financière appropriées des contrats de sous-traitance.
14. Le choix d'ON comme partenaire d'exécution a été dicté par trois raisons stratégiques: i) la vaste expérience d'ON en matière de travail avec les OSC locales dans le domaine des MAM, et en particulier du GALS; ii) le bilan d'ON en matière d'intermédiation des savoirs et d'apprentissage Sud-Sud, et ses liens existants et potentiels avec des projets appuyés par le FIDA dans les pays; et iii) le potentiel de reproduction à plus grande échelle par l'intermédiaire du vaste réseau d'organisations regroupées au sein de la confédération Oxfam et des OSC locales dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne et ailleurs dans le monde.
15. Aux fins de ce projet, un consortium sera constitué avec des OSC locales au Burundi, en République démocratique du Congo et au Rwanda, ce qui permettra de favoriser le partage d'expériences entre les trois pays, de tirer parti des possibilités de liaisons avec les programmes du FIDA dans ces pays, et de faire participer davantage de praticiens des pays francophones d'Afrique de l'Ouest. L'expérience et les compétences accumulées avec les partenaires et leurs groupes communautaires au Rwanda, dans le cadre du don existant financé par le FIDA, fourniront une base solide pour cette initiative.
16. ON conclura des accords subsidiaires avec les partenaires locaux, mais demeurera en dernier ressort responsable de la gestion des fonds et de l'information financière. ON soumettra au FIDA des rapports annuels distincts d'audit des projets, avec une consolidation des dépenses encourues par les partenaires locaux, qui devront rendre compte à ON de l'utilisation des fonds provenant des dons subsidiaires et qui feront l'objet d'une procédure d'audit normale.

VI. Coût et financement indicatifs du projet

17. Le projet proposé sera mis en œuvre sur une période de trois ans, pour un coût total de 1 620 000 USD. Le don du FIDA s'élève à 1 million d'USD et ON apportera un cofinancement de 620 000 USD. Le don du FIDA est axé sur l'appui au développement des capacités des OSC partenaires (sous la rubrique "ateliers") et aux travaux à entreprendre au sein des communautés par les OSC locales partenaires (ligne budgétaire "formation" – couvrant l'apprentissage par l'action, le renforcement des capacités par les pairs et les négociations avec les parties prenantes). Le cofinancement d'ON est axé sur les rémunérations, les dépenses de fonctionnement (y compris les audits), les services de consultants en rapport avec les innovations relatives aux MAM, et les dépenses de traduction, voyages et ateliers.

Tableau 1
Coûts par composante et par financeur
 (en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancier</i>	<i>Total</i>
1. Apprentissage par l'action, impulsé par la communauté, pour permettre aux femmes et aux hommes vulnérables de lutter contre les inégalités entre les sexes et de négocier de meilleures modalités et conditions	732	0	732
2. Développement des capacités pour la reproduction à plus grande échelle des MAM dans les filières, la finance rurale et la vulgarisation agricole	146	83	229
3. Gestion des savoirs et apprentissage Sud-Sud pour favoriser une intensification de la reproduction à plus grande échelle	45	102	147
4. Gestion du projet, suivi, évaluation et apprentissage	0	435	435
Frais généraux	77	0	77
Total	1 000	620	1 620

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par financeur
 (en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancier</i>	<i>Total</i>
1. Salaires et indemnités	0	319	319
2. Dépenses de fonctionnement	0	51	51
3. Consultants	0	68	68
4. Frais de voyage et indemnités (hôtels compris)	0	59	59
5. Équipement et fournitures	0	0	0
6. Biens, services et intrants	0	0	0
7. Ateliers	146	123	123
8. Formation, gestion des savoirs et apprentissage Sud-Sud	777	0	0
9. Commissions de gestion et frais généraux	77	0	0
Total	1 000	620	1 620

RESULTS-BASED LOGICAL FRAMEWORK

Summary of objectives	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions/risks
GOAL			
Goal: To contribute to an increase in food, nutrition and income security of poor households in rural districts of Rwanda, Burundi and DR Congo.	<ul style="list-style-type: none"> At least 70% of the women and men using HHM have: <ul style="list-style-type: none"> reduced seasonal food insecurity increased household and productive assets (including savings) increased expenditure on household wellbeing needs (health, education) At least 30% of directly targeted households have balanced diets for all household members that are in line with their nutrition needs 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline, mid and end term reviews, external evaluation Participatory monitoring system at individual and group levels AWPBs of IFAD and Oxfam supported projects Project design documents, testimonies and case studies published on websites. Final external evaluation 	<ul style="list-style-type: none"> No climatic extremes or disasters occur No political upheavals and massive emigration or displacement take place Matching funds continue to be available from other donors Inflation rates are reasonable
OBJECTIVES			
Specific objective 1: Enable 13,000 women which 30% are youth and 9,000 men which 30% are youth from marginalised rural communities in Rwanda, Burundi and DR Congo to make and implement household plans to address gender inequality, steer the enhancement and diversification of their livelihoods, and find best practices to make these more resilient to socio-economic shocks, with nutritious food available in households.	<ul style="list-style-type: none"> At least 50% of women secure their access to land At least 70% of women report a more equal share in decision-making over HH expenditure At least 70% of households report a more equal division of productive and domestic labour, including care work, proportionate to the distribution of benefits. At least 40% of women experiencing domestic violence report a reduction At least 50% of rural women and men have increased negotiation power with buyers and service providers 	<ul style="list-style-type: none"> Interim and final reports to IFAD Participatory monitoring system at individual and group levels Mid-term and final international review meetings/capacity-building events Final external evaluation 	<ul style="list-style-type: none"> The project area is partly in (post-) conflict areas; results would be affected if conflicts reoccur or freedom of movement is limited Formalisation of community public private partnerships not obstructed or politicized The fear of perpetrators' of violence of being reported does not obstruct behaviour change
Specific objective 2: Improve the effectiveness of programmes and projects by local CSO partners and IFAD-supported operations using a selection of Household Methodologies to integrate gender transformative tools, social change strategies and participatory decision making into agricultural extension, rural finance and value chains, for a more demand-driven and inclusive approach reaching out to poor rural households.	<ul style="list-style-type: none"> At least 2 CSO partners in each country have integrated HHM in their interventions At least 6 CSOs have established linkages with IFAD operations and effectively function as resource centres of experience in HHM At least 6 IFAD-supported projects have included HHM in plans and budgets. Innovation cases and guidelines disseminated 	<ul style="list-style-type: none"> Annual revision of CSO Action Plans. MoUs between local CSOs and IFAD projects interim and final reports to IFAD Final external evaluation Training materials and resources on websites 	
Outcomes			
1.1 Rural people able to use HHM for increasing gender equality and improving their livelihoods; 1.2 Community/producer organizations of poor rural people strengthened with analysis and planning skills to articulate priorities and needs, and to establish market linkages; 1.3 Community networks established for peer-sharing best practices for gender equality and livelihoods; 1.4 Community-public-private partnerships for gender sensitive business development and demand-driven services established.	<ul style="list-style-type: none"> 13,000 women and 9000 men trained on HHM by partners and through peer sharing, of which 30% of both sexes are youth. 35 cooperatives/producer organizations/VSLAs trained on organization development based on HHM. In each community covered by the project effective informal platforms for peer sharing best practice established. Buyers, input suppliers and other stakeholders in at least 6 business clusters or value chains have the capacity to develop implement and monitor gender equitable win-win business collaborations. 	<ul style="list-style-type: none"> Community led tracking of peer learning in leadership empowerment maps Progress reports, including reports from CSO partners ; Reports and minutes by cooperatives and other groups Review reports / evaluations 	<ul style="list-style-type: none"> Socio-political context allows a similar pace of change in the CSOs to that found in the earlier grant projects
2.1 CSO partners trained in HHM; 2.2 CSO partners supported and able to function as resource centres on HHM; 2.3 Capacity of staff from IFAD-supported projects in Sub-Saharan Africa developed to integrate HHM at design and implementation stages.	<ul style="list-style-type: none"> Regional and national-level capacity development events have been carried out with 7 CSO partners, and materials translated in French. At least 6 CSO partners demonstrate skills, materials and quality criteria to host and carry out learning visits on HHM and act as resource centres Staff from at least 7 IFAD-supported projects in Sub-Saharan Africa demonstrate their skills to use HHM. 		

KEY ACTIVITIES			
<p>Activity component 1: Community-led action learning to address gender and social inequalities, food shortages and negotiate better terms and conditions</p> <ol style="list-style-type: none"> Catalyst phase Mainstreaming phase Movement building phase <p>Activity component 2: Capacity development for scaling up the integration of HHM in value chains, rural finance and agricultural extension</p> <ol style="list-style-type: none"> HHM co-creation workshop Peer support visits Capacity development for IFAD-supported projects Technical support missions on HH Methods International Mid-Term Review workshop Final Review and Sustainability workshop <p>Activity component 3: Knowledge management and south-south learning to support further scaling up</p> <ol style="list-style-type: none"> Translation of existing materials in French Support CSOs to become resource centres on HHM and develop practical guidelines on HHM in French Case studies, lessons and evidence developed and disseminated to CSOs and IFAD-supported projects Create new knowledge through research and exchange visits between CSOs and other actors. Dissemination workshops to influence programme designers and policy makers. <p>Activities for Project Management</p> <ol style="list-style-type: none"> Inception workshop Advisory committee Coordination of baselines and evaluations Overall management, quarterly reporting monitoring Financial capacity development and audits 	<p>Activity component 1:</p> <ul style="list-style-type: none"> Catalysts workshops carried out, peer trainers identified, community-level manuals, qualitative data about change, stakeholder maps Business tools workshops, multi-stakeholder platforms and workshops, group meetings, <p>Activity component 2:</p> <ul style="list-style-type: none"> Co-creation workshop prepared, carried out and reported CSO partners from Rwanda report on support visits to other CSO partners Staff of IFAD-supported projects included in local and regional workshops Reported outcomes of technical support missions shared with all partners and IFAD-supported projects involved Mid-term and final review workshops prepared, carried out and reported <p>Activity component 3:</p> <ul style="list-style-type: none"> GALS manuals and guides available in French Video material and clips in local language and subtitles or voice over Practical guidelines, case studies and lessons available in CSO partners and IFAD-supported projects Papers and how-to-do notes shared Programme designers and policy makers have information about HHM <p>Project management:</p> <ul style="list-style-type: none"> AWPB and improved contract management arrangements Committee meetings/skypes at least twice a year Baseline available in each CSO partner Evaluation report disseminated Management and monitoring arrangements established. 	<ul style="list-style-type: none"> Pictorial GALS Manuals and outcomes of participatory reviews available for e-sharing. Reports and action plans from the international workshops. Organizational/ innovation plans for phases 1, 2 and 3, workshop reports, progress reports. Track record of e-discussions, resources on WEMAN website. Quarterly reports from CSO partners, interim and final reports to IFAD, mid term review, final review. Audit reports 	<ul style="list-style-type: none"> CSO partners have initial capacity in the methodology WEMAN website available MoUs for coalitions of CSOs established in the 3 countries